
Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (deuxième rapport)

Cote du document: EB 2024/OR/12

Date: 18 octobre 2024

Distribution: Publique

Original: Anglais

POUR: EXAMEN

Documents de référence: Protection des moyens d'existence et de la résilience en zone rurale – Riposte du FIDA aux répercussions de la guerre en Ukraine: Initiative de riposte à la crise ([EB 2022/135/R.39](#)), Informations actualisées sur l'Initiative de riposte à la crise du FIDA ([EB 2023/OR/3](#))

Mesures à prendre: Le Conseil d'administration est invité à examiner les présentes informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise.

Questions techniques:

Donal Brown

Vice-Président adjoint
Département des opérations de pays
courriel: d.brown@ifad.org

Alice Van der Elstraeten

Administratrice de programmes, Initiative de riposte à la crise
Département des opérations de pays
courriel: a.vanderelstraeten@ifad.org

Informations actualisées sur l'Initiative de riposte du FIDA à la crise (deuxième rapport)

I. Vue d'ensemble de l'Initiative

1. En avril 2022, le FIDA a lancé l'Initiative de riposte à la crise (ci-après l'« Initiative ») dans le but de protéger les moyens d'existence productifs en zone rurale et de favoriser leur résilience au cœur d'une crise mondiale déclenchée par la guerre en Ukraine et d'autres facteurs, dont les effets se font sentir sur les marchés et les prix des denrées alimentaires, des intrants agricoles et des carburants. L'Initiative avait pour objectif de mettre à profit les projets menés dans le cadre du programme de travail du FIDA et de les compléter afin de permettre aux petits producteurs ruraux de bénéficier des nouveaux débouchés commerciaux qui s'offrent à eux à l'échelle locale, éventuellement dans la foulée de la crise, et de protéger les acquis du développement obtenus dans le cadre de projets existants.
2. L'Initiative avait également pour objectif d'orienter des financements accordés sous forme de dons vers des activités relevant d'un ou de plusieurs des quatre volets suivants: i) veiller à ce que les petits exploitants agricoles, pêcheurs et éleveurs puissent accéder, à un coût abordable, à des intrants – animaux reproducteurs, semences, fourrage, carburant, engrais et technologies; ii) améliorer les systèmes alimentaires et la production en investissant dans des infrastructures à petite échelle pour améliorer la capacité de production et réduire les pertes après récolte; iii) favoriser l'accès aux financements; iv) faciliter l'accès aux marchés et aux informations y relatives. Ces volets sont axés sur des besoins spécifiques et s'appuient sur les domaines d'intervention du Mécanisme de relance du FIDA en faveur des populations rurales pauvres, que ce dernier a mis en place pour faire face à la pandémie de maladie à coronavirus 2019.
3. Suivant les critères énoncés dans le document [EB 2022/135/R.39](#), l'Initiative cible les communautés rurales de 22 pays, hiérarchisées sur la base d'une analyse des besoins et des vulnérabilités. Ce document présenté au Conseil d'administration précisait également que le FIDA chercherait à financer les investissements réalisés dans les 11 premiers pays de la liste et envisagerait de soutenir les autres pays de la liste en fonction des financements disponibles. Au final, le FIDA a levé suffisamment de fonds pour que 16 pays bénéficient de l'Initiative. À l'origine, les activités prévues dans le cadre des projets financés au titre de l'Initiative devaient être achevées entre la fin de 2023 et la mi-2024 afin de permettre leur clôture financière à la fin de 2024. Après avoir consulté les donateurs et obtenu leur approbation, le FIDA a prolongé l'Initiative de six mois, ce qui a porté la date d'achèvement à décembre 2024 et la clôture à juin 2025.
4. Les activités de projet s'inscrivant dans le cadre de l'Initiative étaient structurellement liées à des projets appuyés par le FIDA dans 12 des 16 pays. Dans les quatre autres pays, les projets ont été mis en œuvre par l'intermédiaire de tiers qui tirent un avantage comparatif de leurs modalités d'intervention rapides et efficaces dans ces contextes nationaux, qui ont des liens avec le portefeuille de pays financé par le FIDA ou qui ont déjà été associés au Mécanisme de relance en faveur des populations rurales pauvres.
5. Le contrôle des projets et activités menés au titre de l'Initiative est essentiellement assuré dans le cadre de l'appui à la supervision et à la mise en œuvre des projets auxquels ils sont liés ou, dans des cas exceptionnels, dans le cadre de missions ponctuelles. Depuis septembre 2023, un coordonnateur de l'Initiative s'emploie à plein temps à fournir un soutien aux pays et à assurer la liaison avec les autres divisions du FIDA jouant un rôle dans la mise en œuvre de l'Initiative, y compris pour les communications et les évaluations rapides.

6. Le FIDA s'engage à présenter des informations concernant l'Initiative sur une base annuelle aux donateurs et au Conseil d'administration. Le premier rapport a été présenté en août 2023 ([EB 2023/OR/3](#)). Le présent document, qui est le deuxième rapport de ce type destiné au Conseil d'administration, donne un aperçu des progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités au titre de l'Initiative.

II. État d'avancement de l'Initiative de riposte à la crise

A. Mobilisation des ressources

7. À la fin de l'été 2022, les deux premiers accords de contribution à l'Initiative ont été signés, représentant au total 11 millions d'EUR, soit 1 million d'EUR provenant de l'Irlande et 10 millions d'EUR provenant du Royaume des Pays-Bas. Deux nouveaux accords de contribution ont été signés à la fin de 2022, l'un avec l'Allemagne pour 30 millions d'EUR et l'autre avec les États-Unis d'Amérique pour 10 millions d'USD. En mars 2023, la Norvège a communiqué son intention de cofinancer des projets en cours dans le cadre de l'Initiative dans des pays confrontés à plusieurs crises et dont la capacité d'absorption était démontrée. Le 22 juin 2023, un accord de contribution additionnelle a été conclu avec l'Agence norvégienne de coopération pour le développement pour un montant de 300 millions de couronnes norvégiennes (NOK).

Tableau 1

État des contributions financières à l'Initiative au 31 août 2024

État membre	Monnaie locale	Frais de gestion (en monnaie locale)	Montant net (en monnaie locale)	Frais de gestion (en USD)	Montant net (en USD)	Contribution totale (en USD)
Irlande	EUR	80 000	920 000	80 984	931 316	1 012 300
Pays-Bas (Royaume des)	EUR	800 000	9 200 000	799 144	9 190 151	9 989 295
Allemagne	EUR	2 400 000	27 600 000	2 534 622	29 148 153	31 682 775
États-Unis d'Amérique	USD	800 000	9 200 000	800 000	9 200 000	10 000 000
Norvège	NOK	24 000 000	276 000 000	2 211 774	25 435 404	27 647 178
Total				6 426 524	73 905 024	80 331 548

B. Processus de conception, allocations et prolongations

8. Les contributions financières ayant été effectuées successivement, les activités de projet financées au titre de l'Initiative ont pu être conçues et mises en œuvre de manière progressive, en fonction de la disponibilité des financements. La première contribution de donateur a été reçue en juin 2022, et la dernière, en juin 2023. Sept des 16 pays sélectionnés ont bénéficié de ce dernier cycle de financement en plus des financements provenant des contributions antérieures.
9. Ainsi, le processus de conception s'est achevé en novembre 2023. Il restait alors moins d'un an avant que ne soit écoulé le délai de mise en œuvre des sept projets bénéficiant d'un financement additionnel. C'est entre autres pour cette raison qu'il a été demandé aux donateurs de prolonger l'Initiative de six mois. À ce jour, toutes les activités ont été conçues, tous les accords avec les partenaires d'exécution ont été signés et des prolongations de deux à six mois ont été demandées pour 13 projets. Le tableau 2 donne un aperçu des différentes étapes du processus de conception, des allocations et des prolongations demandées.

Tableau 2

Aperçu de la chronologie du processus de conception, des allocations et des prolongations demandées

<i>Disponibilité du financement</i>	<i>Pays</i>	<i>Allocation (en USD)</i>	<i>Approbation de la conception</i>	<i>Échéance initiale</i>	<i>Échéance après prolongation</i>
Juin 2022	Somalie	3 000 000	10/2022	06/2024	12/2024
	Érythrée	3 300 000	10/2022	12/2023	06/2024
	Afghanistan	3 300 000	10/2022	12/2023	06/2024
Novembre 2022	Yémen	3 300 000	08/2023	06/2024	12/2024
	Éthiopie	3 299 850	01/2023	03/2024	s.o.
	Burundi	3 000 000	01/2023	06/2024	12/2024
	Madagascar	3 000 000	01/2023	05/2024	11/2024
	Mozambique	3 008 036	03/2023	06/2024	12/2024
	Haïti	3 245 000	03/2023	06/2024	12/2024
	République centrafricaine	3 003 608	03/2023	06/2024	09/2024
	Malawi	3 000 000	02/2023	06/2024	s.o.
	Mali	2 887 000	05/2023	06/2024	12/2024
	Niger	3 000 000	10/2023	06/2024	12/2024
	Tchad	3 253 000	05/2023	06/2024	11/2024
	Ouganda	3 210 000	04/2023	06/2024	12/2024
Juin 2023	Afghanistan (financement additionnel)	2 024 000	09/2023	06/2024	08/2024
	Somalie (financement additionnel)	7 000 000	08/2023	06/2024	12/2024
	Mozambique (financement additionnel)	2 766 118	09/2023	06/2024	12/2024
	Burundi (financement additionnel)	1 841 771	08/2023	06/2024	12/2024
	République centrafricaine (financement additionnel)	2 765 392	09/2023	06/2024	09/2024
	Malawi (financement additionnel)	5 060 000	10/2023	06/2024	s.o.
	Ouganda (financement additionnel)	1 840 000	08/2023	06/2024	12/2024
	Gambie	2 760 000	11/2023	06/2024	12/2024
Total		72 863 775			

C. Taux de décaissement

10. **Taux de décaissement.** À la fin d'août 2024, **61,7 millions d'USD** des allocations aux projets totalisant 72,86 millions d'USD **avaient été décaissés (85% du total)**. À la suite de la prolongation des délais d'achèvement et de clôture, le taux de décaissement devrait atteindre 97% d'ici à décembre 2024. Le tableau 3 donne un aperçu des décaissements cumulés par pays.

Tableau 3

Décaissements cumulés par pays au 31 août 2024

<i>Pays</i>	<i>Montant du don</i>	<i>Montant décaissé</i>	<i>Solde à décaisser</i>
Somalie	10 000 000,00	8 250 000,00	1 750 000,00
Yémen	3 300 000,00	1 023 504,66	2 276 495,34
Afghanistan	5 324 000,00	4 791 600,00	532 400,00
Érythrée	3 300 000,00	3 300 000,00	0,00
Burundi	4 841 771,00	2 143 790,83	2 697 980,17
Madagascar	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00
Éthiopie	3 299 850,00	3 299 850,00	0,00
République centrafricaine	5 769 000,00	5 685 666,67	83 333,33
Malawi	8 060 000,00	8 060 000,00	0,00
Haïti	3 245 000,00	1 750 000,00	1 495 000,00
Mozambique	5 774 154,00	5 774 154,00	0,00
Ouganda	5 050 000,00	5 034 293,90	15 706,10
Tchad	3 253 000,00	1 740 578,16	1 512 421,84
Mali	2 887 000,00	2 745 308,00	141 692,00
Niger	3 000 000,00	3 000 000,00	0,00
Gambie	2 760 000,00	2 070 000,00	690 000,00
Total	72 863 775,00	61 668 746,22	11 195 028,78

Note: Données compilées par la Division du Contrôleur financier du FIDA à l'aide de la plateforme Oracle Business Intelligence du FIDA le 31 août 2024.

D. Évaluation rapide et communications

11. La Division recherche et évaluation de l'impact a élaboré un instrument d'évaluation rapide de l'Initiative et fournit un soutien technique à cet égard. Au total, 8 des 16 projets ont été retenus afin que la représentation géographique soit équilibrée et que les différents volets de l'Initiative soient couverts. Les pays sélectionnés sont l'Afghanistan, l'Éthiopie, le Malawi, le Mali, le Mozambique, l'Ouganda, la Somalie et le Tchad.
12. Pour l'évaluation rapide de chaque projet sélectionné, un échantillon représentatif de 500 ménages bénéficiaires est constitué et ceux-ci sont interrogés. Les évaluations rapides se distinguent par l'élaboration d'un questionnaire normalisé succinct que les répondants remplissent afin de fournir des renseignements sur les indicateurs de niveau 1¹ (production, ventes, revenus, nombre de repas consommés et nombre d'actifs possédés). Ainsi, des résultats harmonisés, normalisés et évolutifs peuvent être recueillis sur les projets.
13. Les évaluations rapides visent à recueillir des données auprès d'un échantillon de ménages bénéficiaires pour chaque projet ou pays sélectionné afin de mesurer la contribution aux ménages ruraux des activités menées au titre de l'Initiative. Elles permettront de recueillir des données actuelles de qualité, comparables entre les pays. Il est important de souligner que, en l'absence de données sur un groupe témoin, les évaluations rapides mesurent les résultats ou la contribution du FIDA par rapport à l'objectif, plutôt que les effets de causalité.
14. En collaboration avec la Division de la communication du FIDA, on a sélectionné quatre pays bénéficiant de l'Initiative afin que les activités et les résultats de l'Initiative fassent l'objet d'une diffusion plus large. L'Afghanistan et le Malawi ont été couverts, et le Tchad et le Yémen le seront d'ici décembre 2024.

E. Aperçu de la mise en œuvre de l'Initiative par pays²

15. Les projets et activités de projet s'inscrivant dans l'Initiative sont mis en œuvre en Afghanistan, au Burundi, en Érythrée, en Éthiopie, en Gambie, en Haïti, à Madagascar, au Malawi, au Mali, au Mozambique, au Niger, en Ouganda, en République centrafricaine, en Somalie, au Tchad et au Yémen. Comme indiqué précédemment, pour plusieurs de ces projets et activités de projet, il a été nécessaire de présenter une demande de prolongation des délais d'achèvement et de clôture, qui a été approuvée par les donateurs en mars 2024. Le report était motivé par l'octroi d'un financement additionnel au titre de l'Initiative provenant de la dernière contribution (juin 2023), ou par certains facteurs de crise, notamment une forte inflation et des fluctuations brutales des prix, de graves sécheresses ou inondations, des cyclones, l'instabilité politique et l'insécurité croissante. Par exemple, les troubles civils et l'agitation qui ont secoué Haïti au cours des 12 derniers mois ont considérablement retardé la mise en œuvre des activités. Au Niger, à la suite des événements politiques de juillet 2023, le projet a été remanié et sa mise en œuvre a été confiée à l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.
16. Les projets et activités de projet exécutés au titre de l'Initiative dans les 16 pays sont à des stades différents. Au cours des prochains mois, on suivra de près les progrès réalisés dans chaque pays pour veiller à ce que des résultats soient obtenus d'ici la fin de 2024. Bien que la plupart des pays soient sur la bonne voie,

¹ Les indicateurs de niveau 1, qui mesurent les résultats en matière de développement dans le Cadre de gestion des résultats de l'Initiative, sont les suivants: nombre/pourcentage de ménages ayant indiqué (oui/non) que les éléments suivants sont demeurés stables ou ont été améliorés pendant la période de mise en œuvre de l'Initiative: revenu du ménage, valeur de la production, chiffre de ventes sur le marché et sécurité alimentaire.

² Les données actualisées sur la mise en œuvre de l'Initiative par pays ont été recueillies en juin 2024 pour l'élaboration du rapport de situation destiné aux donateurs et sont tirées des rapports de mission de supervision et des rapports de situation afférents aux projets structurants ou aux partenaires d'exécution concernés. Par conséquent, les informations fournies n'ont pas été intégralement vérifiées par une mission du FIDA. Les données et les rapports définitifs seront disponibles une fois les activités achevées.

les incertitudes dans un certain nombre de contextes nationaux nécessiteront un suivi particulièrement attentif et des solutions adaptatives. Dans l'ensemble, l'Initiative aurait bénéficié à 450 000 personnes dans les différents pays.

17. En **Afghanistan**, le projet a été mis en œuvre par le Dutch Committee for Afghanistan. À son achèvement en août 2024, le projet avait bénéficié à 178 000 ménages par l'intermédiaire de 409 unités vétérinaires de terrain, 40 banques de fourrage communautaires, 47 centres de collecte de lait, 105 points de vente au niveau des villages et des districts et 5 usines de transformation du lait. En outre, il a permis de former plus de 50 000 agriculteurs et éleveurs, de vacciner 4,5 millions de bêtes, d'en soigner 1,8 million et d'en vermifuger 4,5 millions. Une évaluation rapide a été réalisée afin que des enseignements puissent être tirés de la mise en œuvre. Une [vidéo](#) a également été produite.
18. Au **Burundi** [Projet d'intensification de la production agricole et de réduction de la vulnérabilité (PIPARV-B)], les activités menées au titre de l'Initiative ont à ce jour bénéficié à 9 660 ménages, qui ont ainsi eu accès à des intrants et à de petits équipements, tels que 701 kilogrammes de semences de légumes résistantes aux aléas climatiques, 600 pulvérisateurs dorsaux et 1 200 arrosoirs. La distribution d'intrants additionnels tels que des semences, des engrais et des produits phytosanitaires est en cours en vue de la prochaine campagne agricole. Les intrants financés au titre de l'Initiative sont venus combler le manque de semences et d'engrais dans le pays. Le projet a été prolongé jusqu'en décembre 2024 pour répondre aux besoins des agriculteurs durant le prochain cycle agricole.
19. En **République centrafricaine** [Projet de renforcement de la productivité et de l'accès aux marchés des produits agropastoraux dans les savanes (PRAPAM)], 3 198 petits exploitants ont vu leurs capacités de production animale se renforcer. Les principales réalisations sont les suivantes: distribution de 1 000 kits de maraîchage, de 1 500 kits de culture pluviale, de 1 886 couples reproducteurs pour l'élevage de petits animaux et de 40 290 poussins; installation de 100 kits d'irrigation; construction de 10 entrepôts; création de 209 associations villageoises d'épargne et de crédit. Le projet a été prolongé jusqu'en septembre 2024.
20. Au **Tchad** [Projet de renforcement de la productivité des exploitations agropastorales familiales et résilience (RePER)], la fin des travaux est prévue pour novembre 2024. Quelque 5 000 ménages ont bénéficié du projet à ce jour, qui a également permis d'aménager un périmètre d'irrigation de 1 550 hectares, de doter 3 parcelles maraîchères d'une pompe solaire et de créer 27 fermes-écoles. En outre, des travaux d'irrigation sont en cours. Des activités de formation de formateurs axées sur la protection des végétaux et des cultures ont été dispensées, et des techniciens superviseront la formation de 300 producteurs. Le projet a été retardé par des pluies tardives qui ont provoqué un report du labourage et de la préparation des sols. S'agissant du traitement après récolte, des activités bénéficiant aux membres de 11 organisations paysannes sont en cours, et des dons de contrepartie ont été mobilisés pour l'achat d'équipements destinés à des unités de séchage. Les activités du projet feront l'objet d'une évaluation rapide.
21. En **Érythrée** [Projet de développement intégré de l'agriculture (IADP)], les activités ont été achevées en juin 2024. Au total, 33 995 ménages ont vu les rendements de leurs cultures de blé et de colza, leurs revenus et leur nutrition s'améliorer. Les activités s'inscrivant dans le cadre de l'Initiative comprenaient la production d'engrais liquide biologique à partir d'algues et de résidus de poisson, qui a été largement accepté par les agriculteurs locaux, y compris par ceux qui n'étaient pas des bénéficiaires directs des activités.

22. En **Éthiopie** [Programme de développement participatif de la petite irrigation – Phase II (PASIDP II)], les activités menées dans le cadre de l’Initiative se sont achevées en mars 2024 et ont bénéficié à 52 744 ménages. Ainsi, 2 683 tonnes d’engrais, 365 tonnes de semences améliorées, 4 070 tonnes de chaux agricole et 171 800 plants d’arbres fruitiers ont été distribués. La coopérative rurale d’épargne et de crédit (RUSACCO) a préparé et distribué les bons d’intrants agricoles. Elle administre également un fonds renouvelable pour l’octroi de crédit aux bénéficiaires; les prêts sont assortis de conditions souples pour assurer la durabilité du fonds et un accès continu aux intrants agricoles. Les activités feront l’objet d’une évaluation rapide.
23. En **Gambie** [Projet « Des organisations résilientes en faveur d’une agriculture paysanne porteuse de transformation » (ROOTS)], environ 3 000 ménages ont bénéficié des activités menées dans le cadre de l’Initiative, et 53 associations villageoises d’agriculteurs ont reçu des intrants et obtenu des services de labourage. À ce jour, les activités ont essentiellement été axées sur le labourage de 3 615 hectares pour la riziculture, ainsi que sur la distribution de 3 529 tonnes de semences de riz, de 631,4 tonnes d’engrais azotés, phosphorés et potassiques, de 322,55 tonnes d’urée, de 7 647 litres d’herbicide et de 265 pulvérisateurs dorsaux et équipements de protection. Il est également prévu de réaliser d’autres activités d’irrigation et d’installer des entrepôts frigorifiques. Le projet sera achevé en décembre 2024.
24. En **Haïti** [Projet d’économie bleue inclusive (I-BE)], les activités menées dans le cadre de l’Initiative ont été entreprises avec beaucoup de retard en raison des problèmes d’approvisionnement en biens et services engendrés par les troubles civils et l’agitation que le pays a connus au cours de l’année écoulée. Par conséquent, les progrès réalisés se résument en grande partie au recensement des fournisseurs de services potentiels et aux activités relatives à la passation des marchés et à la préparation. En outre, les priorités des différents ministères ont été modifiées à la suite du changement de gouvernement intervenu à la mi-juin 2024. En outre, les activités menées au titre de l’Initiative dans le pays sont liées à un nouveau projet qui a nécessité une phase préliminaire pour la mise en place de l’équipe de projet. Le FIDA a mené deux missions de mise en œuvre et d’appui à distance pour ce projet, et organisé une troisième mission devant avoir lieu en septembre pour s’assurer que les problèmes relevés sont réglés. Le projet a été prolongé jusqu’en décembre 2024.
25. À **Madagascar** [Programme de formation professionnelle et d’amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)], le projet a repris du souffle après une mission d’appui effectuée en mars 2024. Au total, 1 240 bénéficiaires ont reçu des kits d’intrants, 5 800 poussins ont été distribués et des organisations de producteurs ont bénéficié d’une aide pour participer à des événements interentreprises afin d’entrer en contact avec des opérateurs privés du secteur ou d’organiser des ventes collectives. Un fonds renouvelable viendra appuyer 14 organisations et coopératives de producteurs, et des activités de distribution d’animaux et d’intrants et des séances de formation sont en cours. Les activités ont été prolongées jusqu’en novembre 2024.
26. Au **Mali** [Projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs (MERIT)], parmi les activités menées au titre de l’Initiative au projet Multi-énergies pour la résilience et la gestion intégrée des terroirs (MERIT), mentionnons la distribution, aux productrices principalement, de 149 biodigesteurs pour l’épandage d’engrais dans des périmètres maraîchers remis en état. Des activités visant à renforcer les capacités en matière de pratiques agroécologiques climato-compatibles et d’agroforesterie sont également en cours. Enfin, des groupes communautaires ont été créés et renforcés dans une optique de durabilité des résultats. Les activités ont été prolongées jusqu’en décembre 2024 et feront l’objet d’une évaluation rapide.

27. Au **Malawi** [Programme de production agricole durable (SAPP)], les activités avaient bénéficié à un total de 103 878 agriculteurs à l'achèvement du projet, en juin 2024. Outre l'installation de deux chambres de réfrigération pour les semences, les activités comprenaient la production de semences pour la multiplication, la plantation de soja et d'arachides, ainsi que la mise en place de systèmes d'irrigation. Quelque 16 875 têtes de petit bétail, y compris les médicaments et vaccins nécessaires, 6 360 tonnes d'engrais minéral, 45 tonnes de semences de maïs certifiées, 25 tonnes de semences d'arachides certifiées et d'inoculants, 40 tonnes de soja certifié, ainsi que des lots de patates douces à chair orange et des plants de divers arbres fruitiers et agroforestiers ont été distribués. À l'issue d'une mission de communication, un [récit](#), une [vidéo](#) et un [podcast](#) ont été mis en ligne. Une évaluation rapide des activités sera effectuée.
28. Au **Mozambique** [Programme de développement de filières agroalimentaires inclusives (PROCAVA)], 25 789 ménages ont jusqu'à présent bénéficié de la distribution d'intrants agricoles, de l'aménagement de parcelles pour la multiplication des semences, de l'attribution de 320 granges améliorées et de la formation de 17 comités de gestion des ressources naturelles. Des marchés ont été adjugés pour favoriser la mécanisation et l'irrigation par la fourniture de dix batteuses, par l'installation de six kits d'irrigation fonctionnant à l'énergie renouvelable et par la construction de neuf entrepôts d'intrants. Des organisations paysannes suivent actuellement une formation sur le développement institutionnel et les entreprises agricoles, assurée par des agents de vulgarisation. Les activités du projet ont été prolongées jusqu'en décembre 2024. Le projet fera l'objet d'une évaluation rapide.
29. Au **Niger**, le projet financé au titre de l'Initiative est mis en œuvre par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, qui s'appuie sur la collaboration qu'elle a établie avec le FIDA. À ce jour, 1 425 kg de semences de légumes, 100 tonnes de pommes de terre, 10 000 lots de boutures de manioc et 180 tonnes d'engrais azotés, phosphorés et potassiques ont été distribués aux ménages dans le but d'accroître la productivité. Mentionnons également la distribution de kits caprins et la fourniture de services de santé aux éleveurs. Quelque 500 motopompes ont été utilisées pour augmenter la superficie réservée aux cultures de contre-saison et des séances de formation sur la gestion des nouveaux systèmes d'irrigation ont été organisées à l'intention des ménages. Le projet a été prolongé jusqu'en décembre 2024; pour la suite, il est prévu d'établir des magasins d'intrants agricoles et de réaliser des activités de traitement après récolte et de commercialisation.
30. En **Somalie**, le projet financé au titre de l'Initiative est mis en œuvre par une organisation non gouvernementale, le Sadar Development and Resilience Institute. Jusqu'à présent, 4 768 ménages ont bénéficié du projet et 3 000 kits de soutien à la production ont été distribués. En outre, 3 535 chèvres reproductrices ont été distribuées à 1 768 ménages et 118 motoculteurs et 3 000 pulvérisateurs dorsaux ont été distribués à des coopératives. Le projet a été prolongé jusqu'en décembre 2024. Dans les mois à venir, la priorité sera accordée aux petites infrastructures et à la consolidation des activités de production ayant bénéficié d'un appui. Le projet fera l'objet d'une évaluation rapide.
31. En **Ouganda**, les activités menées au titre de l'Initiative visent essentiellement à aider les bénéficiaires du projet structurant auxquelles elles sont rattachées [Projet national d'appui à la production d'huile de palme (NOPP)] à accéder aux intrants utilisés pour la production de maïs et de soja destinés à la consommation humaine et à l'alimentation animale, afin d'atténuer les effets de la crise sur les moyens d'existence locaux. Environ 14 000 agriculteurs ont été mobilisés pour la culture du maïs et du soja. Le projet a été prolongé jusqu'en décembre 2024 afin que les bénéficiaires puissent être bien formés et que des activités après récolte puissent avoir lieu. Les activités feront l'objet d'une évaluation rapide.

32. Au **Yémen**, le projet financé au titre de l'Initiative est mis en œuvre par le Fonds social de développement. Il est axé sur la remise en état et l'amélioration des infrastructures hydrauliques et des terres et devrait bénéficier à 2 700 ménages. Des évaluations détaillées des bassins versants ont été réalisées pour recenser les menaces et les vulnérabilités hydrologiques et hiérarchiser sur ce fondement les interventions dans les communautés touchées, des plans locaux de gestion environnementale et sociale ont été établis et des comités communautaires ont suivi une formation visant à assurer la durabilité des travaux d'infrastructure et de remise en état. La passation des marchés a été achevée et des travaux de génie civil sont en cours. Le projet a été prolongé de six mois jusqu'en décembre 2024; un intervalle tampon a été prévu pour tenir compte des interruptions imprévisibles des travaux pendant la saison des pluies.

III. Conclusions et prochaines étapes

33. À la suite de la prolongation du délai d'achèvement de l'Initiative, au cours des prochains mois, les progrès réalisés dans chaque pays seront suivis de près afin que des résultats puissent être obtenus d'ici la fin de 2024. Comme indiqué ci-dessus, bien que la plupart des pays soient en passe de respecter ce délai, les incertitudes que connaissent certains pays nécessiteront des solutions et un suivi adaptatifs.
34. Le délai fixé pour la clôture des projets achevés est de six mois. Au cours de cette période, les équipes de pays effectueront des missions d'achèvement, établiront des rapports sur les projets et finaliseront les résultats des évaluations rapides et les produits de communication. Le rapport final sur l'Initiative sera présenté au Conseil d'administration en décembre 2025.